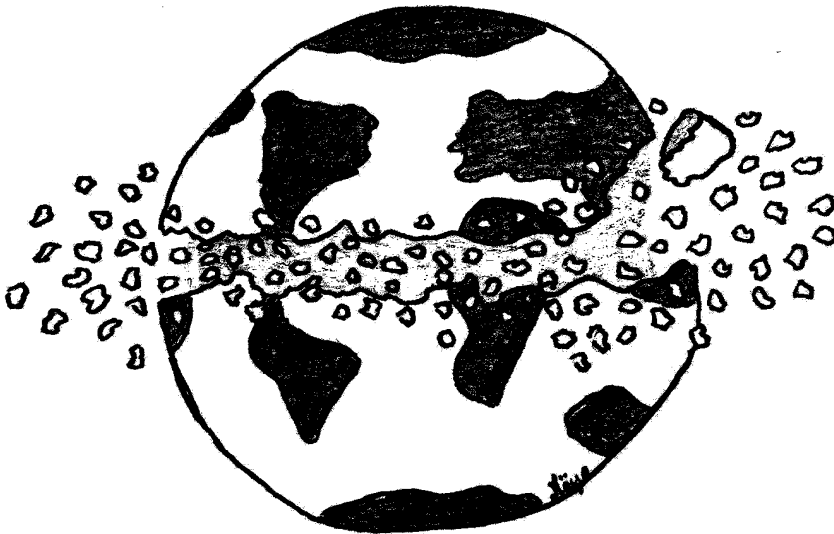
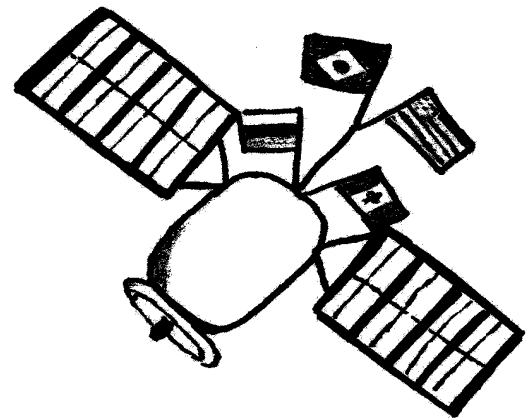




- avril 2019-

Nations Unies Simulation AnnécY Berthollet

*La Terre explose,
mais au moins le
satellite va bien !*



[Edito]

C'est désormais officiel ! C'est en compagnie de 260 élèves, d'une Secrétaire Générale motivée et d'une intervenante passionnée que la 5ème édition du Nusab a été déclarée ouverte. Détermination et sérieux étaient de mise. Le thème de cette année se nomme : « La technologie au service de l'humain ». Dans un monde où la technologie ne cesse de s'immiscer dans tous les domaines de notre vie, il serait bon de fixer un cadre légal et des limites éthiques à ces avancées. Enquêtant dans de multiples commissions, nos journalistes ont scruté avec attention les échanges entre délégations. Le journal de cette édition 2019 s'annonce également multiculturel, avec des articles rédigés dans pas moins de 4 langues ! Le contenu s'annonce lui aussi diversifié : déchets électroniques, santé face aux nouvelles technologies ou droit des femmes, vous ne serez pas déçu. Nous vous souhaitons une agréable lecture.

Chine, Brésil : une course technologique ! pas sociale

La Chine et le Brésil sont des pays émergents, dotés d'un pouvoir d'influence important à l'ONU, en dépit de la relative faiblesse de leur IDH, voire de leur PIB.

La Chine prend une place importante en matière technologique : elle ne cesse d'innover, dans la conquête spatiale ou la création constante de nouveaux smartphones exportés internationalement. Elle propose d'aider d'autres pays financièrement dans le domaine social et éducatif. Pourtant elle ne peut répondre aux besoins de sa propre population. La population chinoise manque d'eau potable, d'air sain, d'électricité et de connexions

internet. Les grandes villes peuvent répondre à leur besoin mais qu'en est-il des villages ruraux ou des bidonvilles ? La Chine veut compter dans le monde et rivaliser avec l'hyperpuissante américaine. Mais arrivera-t-elle à conquérir le monde en étant aussi socialement déséquilibrée ?

De l'autre côté de la planète, le Brésil veut, lui aussi, une voix qui compte dans le concert des Nations. Mais comment revendiquer une place de puissance mondiale, lorsque la richesse côtoie la pauvreté ? Les violences caractérisent le Brésil. Le Mercosur veut créer un commerce entre les pays

d'Amérique du Sud, notamment dans les produits de première nécessité comme les médicaments ou la nourriture à bas prix, en jouant sur les droits de douane. Le Brésil, ainsi, pourrait investir dans les infrastructures et dans le domaine social.

Certains pays optent pour une politique sociale immédiate tandis que d'autre la retardent. Certains encore cherchent à occuper le devant de la scène lorsque qu'en coulisse, c'est la déroute. Chaque pays mène sa propre politique, chacun rêve de paix et d'harmonie, mais derrière le rêve, qu'en est-il ?

Anaïs

E-health for everyone

E-Health gathers all the sectors linked with technologies (information and communication); so to use eHealth, we need the Internet. EHealth provides prevention or prescription remotely. It can be used for a remote consultation by video, and even to provide some treatment. There is also m-health (eHealth + mobile), that's the apps, for example, that are linked to an electronic health file. So it allows the patient to have an access to his own and private information. A of the different doctors

(of the patient) have access to it, which is rather practical for everybody.

But, how is this information kept safe ? That was the main issue of the WHO commission this year. For eHealth (and other types of

cyber entities) there are laws on protection of data and regional regulations. We have also to take into account medical confidentiality. Since 2018, there has been a European treaty named General Data Protection Regulation which

assures European people a better protection of nominative data, which includes the health data. This treaty should be expanded at an international level.

In this idea of eHealth, some projects have come to life. In Kenya for instance, the government decided to improve the access to ophtalmological cares thanks to smartphones.

Léo et Maxence



Les délégués et ambassadeurs dans la commission WHO

Des cybers casques bleus ?

La commission s'est penchée sur la cyber criminalité. Le recours à une police internationale d'Internet divise les Etats.

Ce jeudi matin, les délégués du conseil de sécurité se sont retrouvés afin de débattre du cyberspace. Ils ont pu constater à leur arrivée que leurs idées convergeaient en certains points concernant la création d'une organisation visant à combattre les cyber attaques. Le débat commence alors l'après-midi sur une probable mise en place d'une cyber police internationale, une proposition faite dans les résolutions initiales de la Suède, la Corée du Sud, le Koweït et l'Arabie Saoudite.

Cependant nous distinguons rapidement une divergence des avis. D'un côté l'Arabie saoudite qui propose une résolution en co-écriture avec la Suède, le Japon, le Koweït, la Corée du sud, la Côte d'Ivoire et les Etats-Unis visant à mettre en place cette cyberpolice, et de l'autre la Russie, en désaccord avec leurs idées. La Russie a su faire basculer le débat à son avantage, en ralliant 7 autres pays à sa cause. Le vote a d'abord mené à une égalité des voix et un refus de cette résolution, avant que celle-ci soit de nouveau travaillé en faveur de la Russie. Cette dernière a d'abord évoqué le sujet de la poursuite judiciaire des Etats par cette cyber police internationale en cas de découvertes de secret gouvernementaux. Selon elle, la protection des secrets d'Etat est capitale. Elle a aussi souligné le fait que la résolution obligeait tous les membres de l'ONU, même ceux n'ayant pas signé cette résolution, à faire partie de cette nouvelle institution. L'argument qui a fait basculer la discussion

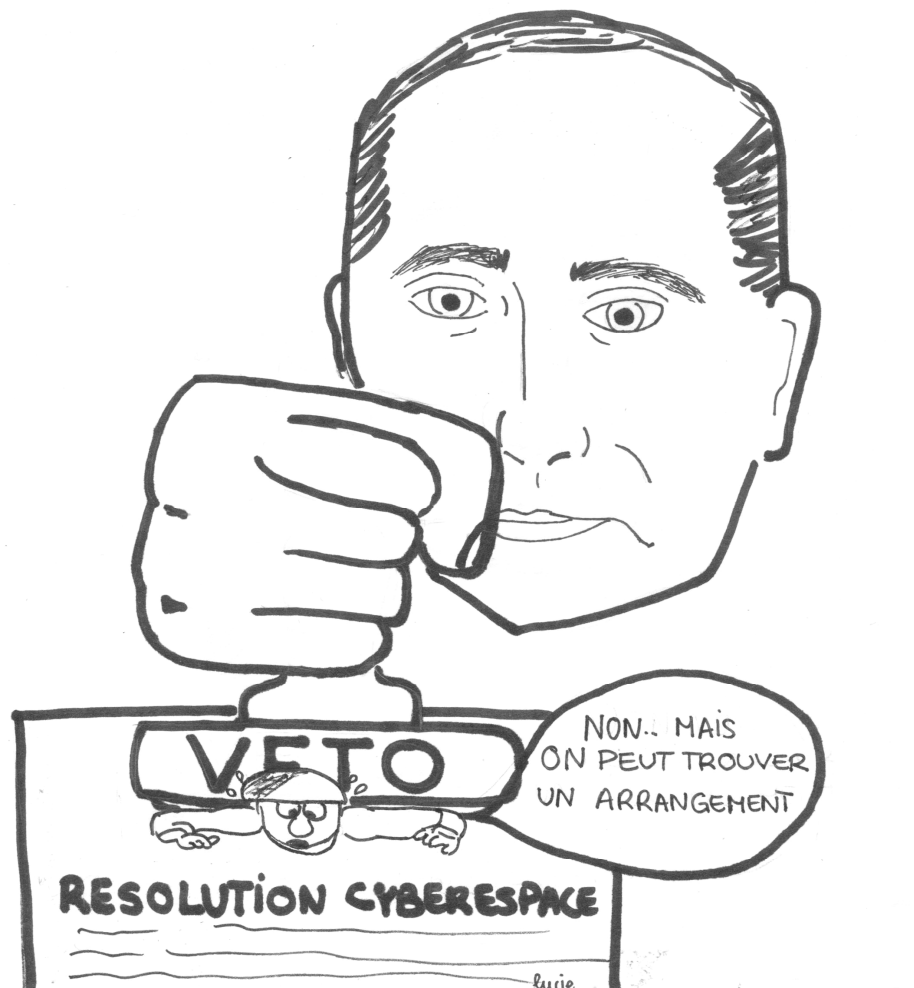
en sa faveur est celui qui portait sur l'éthique. En effet, la protection de toutes les données confidentielles ne serait garantie que par la promesse d'une morale éthique. L'Iran a pris la défense de cette crainte russe. Selon l'Iran « c'est de l'ingérence ».

Ce sont ces phrases fortes qui ont abouti à une résolution à l'avantage de la Russie.

Bilan : Russie : 1 / Cyber casques bleus : 0

Juliette et Lucie

« on ne peut pas assurer l'avenir d'un pays en se basant sur la conscience humaine »





Un boîtier pour sauver les femmes

Les débats ont commencé de façon calme au sein de la commission ONU femmes. Après la lecture de l'ensemble des résolutions des pays, des tensions sont apparues pour finalement créer deux groupes : un bloc autour des États-Unis et bloc anti états-uniens ; chaque groupe étant composé de pays de niveau de développement différent comme la Chine alliée à la Turquie et la Tunisie.

La suite des débats a été surprenante. En effet, les États-Unis se sont progressivement effacés. Une opposition flagrante entre les pays du nord et les pays

du sud est survenue notamment entre l'Australie et la Turquie où les deux délégués n'ont cessé de se confronter. Les pays du sud ont fondé leurs résolutions sur deux thèmes : la sécurité des femmes et le financement. Pour la sécurité, les pays ont proposé de mettre en place des applications sur smartphone ou alors un boîtier d'alerte permettant de prévenir les forces de l'ordre afin de secourir rapidement les femmes.

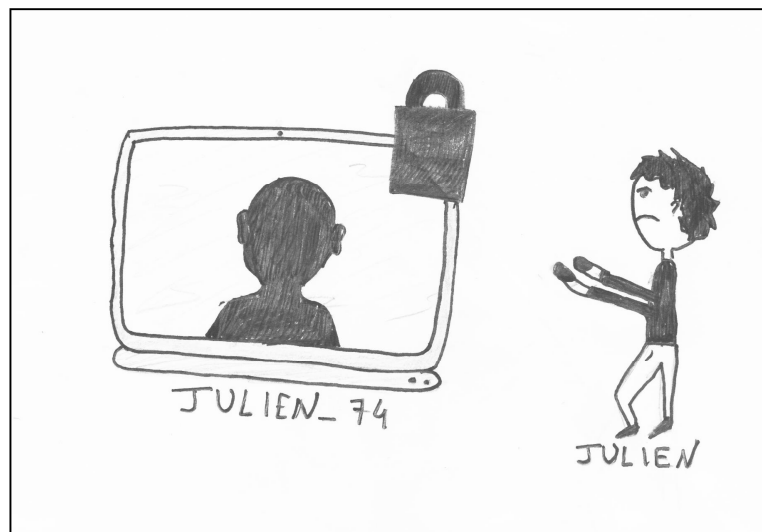
Les moyens de financement ont également été au cœur des débats. Effectivement, les propositions débattues telles que

des universités ouvertes à tous, le développement des crèches, des bourses pour venir en aide aux femmes les plus démunies, nécessitent toutes un financement important. Ces questions de financement ont été résolues grâce à l'ONU et différentes organisations comme l'Unicef ainsi que certains pays développés telle que la Chine. Ces différents groupes se sont engagés à faire preuve de solidarité financière internationale envers les pays en voie de développement.

Marina, Eva et Alexia

Sécurité des données personnelles : un enjeu mondial

La commission Droit International a permis une discussion autour des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC). Les débats se sont rapidement axés sur la protection des données, un sujet sensible dans notre société multi-connectée. Les débats formels et informels entre les états



membres ont permis à de nombreuses résolutions d'émerger. Ainsi, un groupe nombreux mené par la France, la Turquie et la Finlande proposa la création d'une nouvelle institution au sein de l'ONU dédiée au NTIC. Elle sera chargée de mieux les contrôler grâce à une coordination des

efforts de chacun des états membres. Ensuite, les pays ont accordé un intérêt particulier à l'éducation aux NTIC pour les générations futures, mais aussi pour les générations actuelles, qui ont pu être négligées par le passé. Une mesure s'est également démarquée par son engouement au cœur des

débats. Elle consisterait à promouvoir le droit à l'effacement des données personnelles de chacun, et ce sur n'importe quel service disponible sur Internet (réseaux sociaux...). La suppression des fausses cyber-identités a également

marquée les débats, et la Turquie a proposé un nouveau service d'identification par numéro de carte d'identité. On peut noter la situation exemplaire de la France, qui propose déjà aujourd'hui des services liés aux NTIC (Ministre du Numérique, CNIL...).

Cyprien et Martin

Les pays en développement deviennent les poubelles électroniques du monde.

Les déchets électroniques concernent les pays en voie de développement, car les pays développés exportent leur déchets dans les pays émergents. Les déchets sont dangereux et toxiques et très peu de traitements sont élaborés. Au Ghana, qui comporte un des sites de recyclage les plus importants au monde, créant de l'emploi pour près de 30 000 personnes avec des revenus modestes, le travail effectué permet de réduire et de recycler les déchets. Les personnes travaillent sans protection, à ciel ouvert, exposés à des perturbateurs endocriniens. Ces perturbateurs causent des anomalies physiologiques. Cela nuit à leur santé : les voies respiratoires sont les premières touchées en raison de la pollution de l'air que ces déchets produisent. Déjà en février 2010, l'ONU alertait les pays émergents de l'accroisse-

ment inquiétant des déchets électroniques rejetés dans le monde, qui auraient de graves impacts environnementaux, en particulier en Inde, au Brésil, au Mexique et surtout en Chine. Depuis 2010, la quantité de ces dé-

chets n'a cessé d'augmenter. On espère vraiment que ces préoccupations majeures vont ressortir en Assemblée Générale.

Perle



Ghana : poubelle électronique de l'Occident, 2016 Collectif Emma Goldman

Un débat vraiment spatial ...

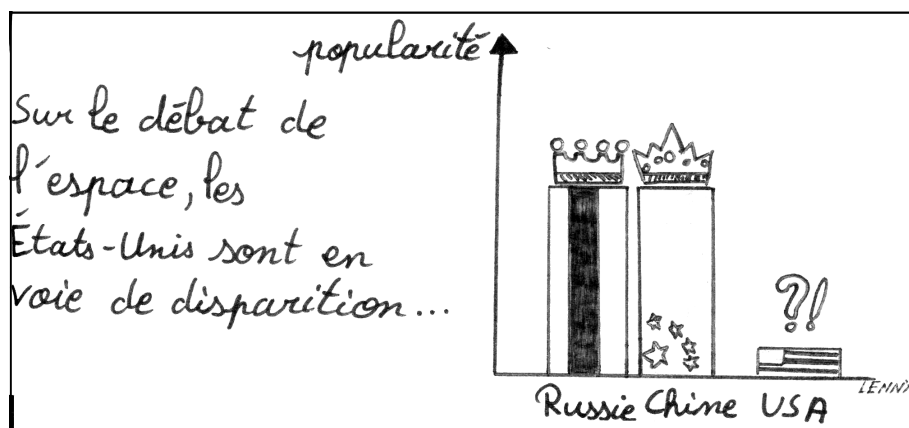
Après un début de journée intense pour la Grèce qui cherchait des alliés et l'Arabie Saoudite qui manquait de signatures, le débat de la commission sur le droit International a enfin pu débuter. Bien que la tension régnait dans l'atmosphère, les pays ont donc commencé à débattre sur l'espace. Pour vous situer dans le contexte, si une civilisation extraterrestre venait à observer notre planète, elle ne la distinguerait même pas derrière ses déchets. L'espace doit devenir une priorité internationale pour la protection des humains en évitant que l'activité humaine ne l'endommage autant que les océans. En effet, de nombreux débris de satellites gravitent autour de la terre, provoquant bientôt l'impossibilité de missions spatiales. Il ne faut pas attendre

le jour où un avion de ligne ait un accident à cause d'un morceau de métal traînant dans l'atmosphère.

Et c'est ainsi que le débat fut lancé opposant la Russie, allié à la Chine, contre les résolutions des États-Unis. A la surprise générale, les deux puissances de l'Est récupérèrent un nombre d'alliés imposant au détriment de la position des États-Unis. Les résolu-

tions proposées par le camp de la Russie furent acceptées par le conseil tandis que les propositions majoritairement Américaines eurent du mal à passer. En effet sans l'appui de la France, pourtant présente, et de l'Angleterre (absente du débat), ils n'ont pu que se raccrocher à des pays plus petits.

Lenny VOLLET



Sustainable transports are really important to all humanity because the transport sector is responsible for 34% of all CO2 emissions. Indeed, it's the most polluting sector in the world.

mental impact of road transports is really dangerous for our health, especially in big cities, like New Delhi, Beijing or in other big cities in China. It damages health of civilians, mostly children because of their breathing rate. In crossroads in Alexandria, the road workers after 45 days have two times the maximum acceptable amount of lead inside their bodies, and the delicate particles of diesel are cancerous for the human body. It's also a challenge for medical services, because they will be submerged by ill people.

[En Bref]

Für die Vereinigten Staaten ist die Wirtschaft am wichtigsten. Daneben ist ihnen unsere Welt vollkommen gleichgültig.

Am liebsten würden Sie ein Werbeaktion organisieren, um das Volk für die Erdöl Probleme zu sensibilisieren.

Maëlys

Sur les traces d'une Secrétaire générale

Tout commence lors du NUSAB 2018. Marine OLIVIERO participe en tant que huissière en chef accompagnée par ses adjoints Zoé VALLIER et Alexandre GODINEAU. Tous trois prennent part avec intérêt à ce rôle crucial pour l'organisation et font passer les informations d'une commission à une autre. Une fois la quatrième édition terminée, Marine et son équipe posent leurs candidatures pour devenir chefs de commission pour le NUSAB 2019. Mais leur professeur les oriente vers le Secrétariat général. C'est donc en envoyant une lettre de motivation comprenant leurs projets d'étude et leurs désirs pour ces rôles, mais également en précisant qu'ils avaient participé



au NUSAB l'année précédente. Ils ont été élus à l'unanimité par professeur qu'ils deviennent les cadres du NUSAB 2019. Les professeurs sélectionnent les élèves suivant leurs capacités de travail et leur autorité.

Chaque année les jurys font attention à ce que ce rôle ne soit pas attribué au même lycée. Aujourd'hui, lors du NUSAB la présidente générale considère sa fonction comme un honneur car elle lui permet de faire partie des débats et d'avoir une plus grande part de responsabilité. Elle se sent à l'aise dans son rôle grâce à la bonne ambiance présente lors de ce projet mais également grâce à ses adjoints qui l'entourent de manière très sérieuse.

les 13 jurys représentants les 5 lycées du bassin annecien. C'est donc grâce au soutien de leur

Sabah et Océane

Une équipe prête à relever tous les défis

Dès son élection comme secrétaire générale du Nusab, Marine OLIVIERO, commence à préparer son rôle. Avant l'évènement, elle assiste à des réunions, échange des mails avec les professeurs. Elle et ses adjoints lisent toutes les résolutions des pays. Le jour J, dès le début du travail en commission, elle réagit à toutes les informations remontées par les huissiers. Lorsque la secrétaire et ses adjoints

rencontrent un problème tel que des pays qui s'allient alors que c'est impossible dans la réalité, ils décident d'intervenir.

En premier temps, ils laissent réfléchir par eux-mêmes les délégués sur l'alliance qu'ils s'approprient à faire, puis se rapprochent d'eux pour connaître ainsi leurs choix. Divers problèmes peuvent arriver comme par exemple, un pays qui ne s'intègre à aucune alliance ce qui peut provoquer un désaccord

aux niveaux des débats. En revanche, quand un pays est mis à l'écart car il n'est pas assez puissant et n'ose pas s'affirmer, leurs interventions ne serviraient à rien. Pour la journée de vendredi, nous conseillons aux plus petits pays comme le Costa Rica, la Grèce ou Haïti de plus s'imposer pour se faire entendre dans la course des grands.

Océane et Sabah

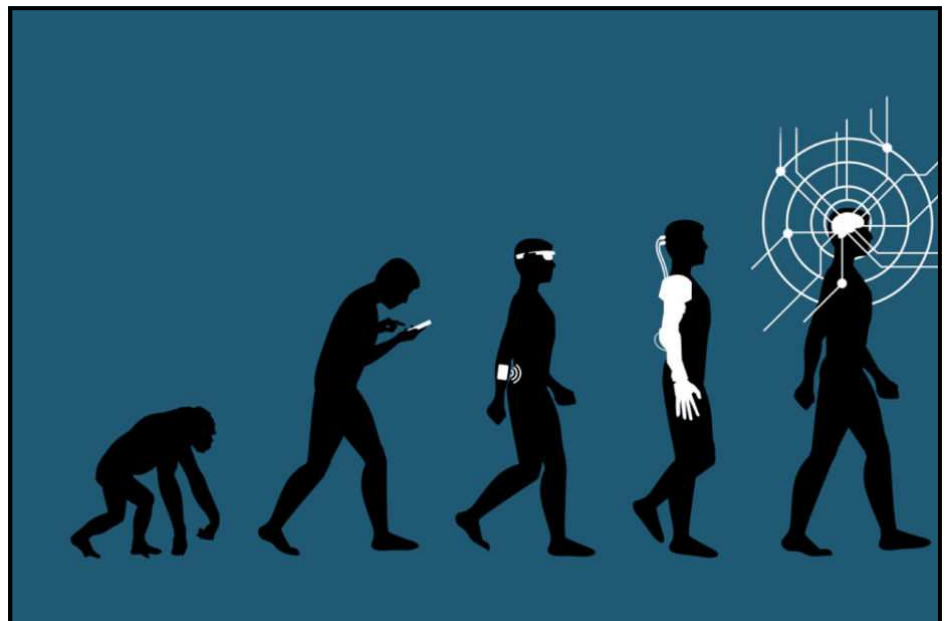
Сюз между Израиль и Россия по утилизации отходов в космосе был отменен заместители генеральный секретарь по экономическим ставкаи.

Sabah et Oceane

Commission des droits de l'homme :

La commission des Droits de l'Homme a vu ses membres débattre de façon informelle ce matin. Manipulation génétique et intelligence artificielle (IA) étaient à l'honneur. Durant ces échanges, une proposition portée par l'Autriche est sortie du lot ; curieusement, elle porte atteinte aux intérêts de ses corédacteurs sans qu'ils ne semblent s'en soucier. La résolution porte sur l'IA, et une clause oblige tous les pays à partager, sans contrepartie, leurs découvertes en la matière. Soutenue entre autre par les EU et la Corée du Sud, la clause permettrait à des pays moins avancés, tels que le Koweït et la Bolivie de bénéficier d'innovations gratuitement.

Avantageuse pour les PMA, elle ferait perdre aux pays



développés leur monopole dans ce domaine. Comment ces pays ont-ils réussi à accepter cette soumission ?

Mais une autre incohérence nous est apparue. Une résolution proposée par l'Afrique du Sud

interdit l'utilisation des armes commandées sans intervention humaine mais autorise leur développement. Contradictoire ? Intrigués, nous sommes allés rencontrer son ambassadrice afin de l'interroger. Paniquée, elle n'a pu nous répondre et nous a redirigé vers son collègue russe.

Cinq lycées : Baudelaire, Berthollet, Fauré, Lachenal, Saint Michel

Six commissions : ONU Femmes, Droits de l'Homme, Droit International, World Health Organization, Environnement, Conseil de sécurité.



Procuration de la Tunisie :

De nombreux membres de la délégation tunisienne n'étaient pas présents cet après-midi, peu habitués aux épisodes neigeux. La Tunisie votera donc en commission des Droits de l'Homme avec une procuration par le biais du Pakistan, qui disposera ainsi de deux voix au lieu d'une. Illégal ? Après une lecture approfondie de la Charte du Nusab, aucune autorisation de ce type n'est stipulée. Une vérification sur le site de l'ONU a confirmé nos craintes. Nous sommes donc allés à la rencontre de la Secrétaire Générale, qui a accepté la demande de procuration. Quelle fut notre surprise lorsqu'elle nous a fourni le document, s'apparentant à un vulgaire billet griffonné rapidement. La Secrétaire Générale du Nusab enfreindrait-elle délibérément une charte à

LA REDACTION

Rédacteur en chef

Laurent FERNANDES

L'équipe du journal

Guillaume BELLE

Lucie BOUCLIER

Juliette CHEMELLE

Maëlys DURAND-MANICLAS

Alexia GUILLAUMIN

Romain GONTCHARENKO

Sabah HASHEMI

Océane LEFEBVRE

Léo MULON

Armand PARIS

Eva PATOILLARD

Martin PASQUIER

Perle PEZARD

Maxence ROUAULT

Cyprien SALLES

Marina SANZARI

Margaux SERAFINI

Lenny VOLLET

Anaïs VUAGNOUX

Maquette

Laurence MAURIN

Lycée Berthollet

74991 Annecy Cedex 9

9 Bd du lycée

74000 Annecy

Tirage : 400 exemplaires

Imprimerie spéciale

Numéro gratuit